



Conseil économique et social

Distr. générale
10 novembre 2015
Français
Original : anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2016

25 janvier-3 février et 16 février 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Conferencia Pugwash sobre Ciencia y Asuntos Mundiales	3
2. Poverty Elimination and Community Education Foundation	4
3. Prasad Project	5
4. Priests for Life	6
5. Program for Appropriate Technology in Health	8
6. Public International Law and Policy Group	9
7. Ramola Bhar Charitable Trust	10
8. Real Medicine Foundation	11
9. Red Mujeres, Desarrollo, Justicia y Paz	13
10. Red Venezolana de Organizaciones para el Desarrollo Social	14
11. Redress Trust	15

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



12. RESO-Femmes	17
13. Restoration World Outreach Ministries	18
14. Rural Community Development Program	20
15. Société roumaine indépendante pour les droits de l'homme	21

1. Conférences Pugwash sur la science et les problèmes internationaux

Statut consultatif spécial : 1991

Introduction

Les conférences Pugwash sur la science et les problèmes internationaux (Pugwash) abordent les défis posés par le désarmement nucléaire et général, l'élimination des armes de destruction massive et la prévention de la prolifération nucléaire.

Objectifs et mission

Les conférences Pugwash rassemblent des scientifiques et des spécialistes influents ainsi que des personnalités publiques soucieuses d'atténuer la menace de conflits armés et cherchant des solutions concertées aux problèmes.

Changements à signaler

Pugwash a intensifié ses activités au Moyen-Orient où elle concentre désormais l'essentiel de ses travaux.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, Pugwash a organisé quarante-deux ateliers à travers le monde. Ils portaient sur l'Asie du Sud-Est, la prévention de la prolifération des armes chimiques, la Convention sur les armes biologiques, la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et sur le Moyen-Orient (Israël, État de Palestine, République islamique d'Iran, Afghanistan et Pakistan). Pugwash a pris une part active à l'élaboration de l'Accord-cadre sur l'Iran et a contribué à l'initiation du dialogue intra-afghan entre tous les groupes et partis de l'Afghanistan, la société civile et la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pugwash a tenu des consultations préliminaires d'experts sur la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération en 2015 et a participé aux préparatifs des sessions de la Conférence des parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes biologiques.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pugwash a étroitement collaboré avec la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de Pugwash portent sur des questions liées à la sécurité humaine, aux problèmes sociaux tels que la pauvreté, la faim et l'éducation et sur l'amélioration de la condition de la femme. L'organisation encourage la participation directe des femmes à ses activités, notamment en Afghanistan.

2. Fondation pour l'élimination de la pauvreté et l'éducation communautaire

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

La Fondation pour l'élimination de la pauvreté et l'éducation communautaire œuvre à l'élimination de la pauvreté à travers la lutte contre les injustices et l'inégalité à l'égard des pauvres, des femmes et des hommes marginalisés, indépendamment de leur origine, de leur âge, de leur religion et de leur ethnie.

Objectifs et mission

La Fondation s'efforce d'induire une transformation sociale positive dans la vie des populations du Bangladesh. Elle a pour objectif principal d'œuvrer à l'autonomisation des groupes sociaux pauvres et marginalisés en leur permettant d'accéder à une éducation et à des savoir-faire formels et informels ainsi qu'à des formations d'entrepreneuriat, de faciliter l'accès à la santé, y compris à la santé de la procréation, de mener des activités de plaidoyer à l'échelle locale, nationale, régionale et internationale afin de créer une prise de conscience de la nécessité de réduire la pauvreté et de favoriser la justice sociale, ainsi que de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fondation a participé à des réunions et à des conférences des Nations Unies au cours desquelles elle a pu, grâce à son expérience pratique, contribuer à la formulation de politiques sur les femmes, les enfants, les migrants et l'environnement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

- La Fondation a, entre autres, participé aux réunions suivantes : les cinquantième, cinquante-et-unième et cinquante-deuxième sessions de la Commission du développement social tenues en 2012, 2013 et 2014;
- Les deuxième et troisième réunions intersessions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable tenues en 2011 et en 2012;
- La cinquante-sixième session de la Commission de la condition de la femme tenue en 2012;
- Les quarante-cinquième et quarante-septième sessions de la Commission de la population et du développement tenue en 2012;
- La cinquième session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées tenue à New York du 12 au 14 septembre 2012; et
- L'événement « Migrations internationales et développement : dialogue de haut niveau et auditions informelles interactives » tenu en 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation coopère régulièrement avec le Département des affaires économiques et sociales, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, entre autres.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fondation a ouvert des établissements scolaires dans des zones rurales pauvres et défavorisées du Bangladesh, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n° 1 et 2. Concernant l'objectif n° 3, l'organisation a mis sur pied des groupes d'entraide féminins qui offrent des formations en couture au niveau local, donnant ainsi la possibilité aux femmes de gagner de l'argent et de devenir autonomes. S'agissant des objectifs n° 4 et 5, l'organisation a organisé des campagnes de sensibilisation sur les prestations de soins de santé de base et l'hygiène au niveau communautaire.

3. Prasad Project

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Prasad Project est une organisation qui œuvre pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes défavorisées sur le plan économique dans le monde. PRASAD ou « Philanthropic Relief, Altruistic Service and Development » est l'expression philanthropique de la mission du Siddha Yoga.

Objectifs et mission

PRASAD applique des solutions innovantes qui tiennent compte des réalités et des cultures locales. Elle aide les gens à atteindre l'autonomie et la dignité en leur offrant des soins de santé et une éducation et en leur faisant profiter de programmes de développement communautaire durable en Inde, de soins dentaires aux États-Unis d'Amérique et de soins ophtalmologiques au Mexique.

Changements à signaler

En juin 2008, PRASAD a modifié ses statuts pour devenir une organisation composée de membres.

Contribution à des activités des Nations Unies

PRASAD Project a réalisé divers projets communautaires qui ont contribué aux activités des Nations Unies. Chaque année, PRASAD a organisé des activités de sensibilisation à l'occasion de la Journée mondiale de la lutte contre le sida, de la Journée mondiale de la tuberculose, de la Journée mondiale de l'environnement et de la Journée mondiale de la santé mentale. Prasad Project et ses partenaires agréés ont collaboré avec de nombreuses organisations, y compris la Clinton Global Initiative et Direct Relief International.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

PRASAD a participé à la cérémonie de remise du Prix Équateur organisée par le Programme des Nations Unies pour le développement le 22 septembre 2014 à New York ainsi qu'à certains débats du Réseau Praticien de l'ONU sur l'accès à l'énergie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

PRASAD Chikitsa (un partenaire agréé) a commencé à travailler avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance en 2005 pour s'attaquer à des problèmes comme l'infection des enfants par le VIH, la transmission du virus de la mère à l'enfant et la sensibilisation au sujet du VIH/sida sur le plan local. Lorsque surviennent des catastrophes naturelles, PRASAD collabore avec des organisations internationales de secours pour apporter de l'aide aux victimes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

S'agissant l'objectif du Millénaire pour le développement n° 1, PRASAD Chikitsa a servi plus de 3 400 repas enrichis par mois à des enfants et à des femmes allaitantes ou enceintes. À l'appui de l'objectif n° 2, le programme éducatif de PRASAD Chikitsa assure les fournitures scolaires à près de 300 écoliers en Inde chaque année. PRASAD de Mexico a aidé plus de 200 enfants atteints de strabisme. En ce qui concerne les objectifs n°s 3, 5 et 6, PRASAD Chikitsa a formé 251 groupes d'entraide féminins qui comptent plus de 3 000 femmes en Inde; son programme de santé procréative et infantile a permis la tenue de près de 1 400 consultations chaque année; et son programme de VIH a assuré une moyenne de 3 500 tests de dépistage du VIH et 6 900 séances de conseil aux patients séropositifs. Concernant l'objectif n° 7, les initiatives agricoles de PRASAD Chikitsa encouragent l'utilisation innovante des terres agricoles, la conservation de l'eau et le recours à des techniques agricoles viables.

4. Priests for Life

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Priests for Life est une organisation qui représente des religieux et des laïcs du monde entier. Elle promeut des politiques internationales susceptibles d'assurer la protection de la dignité humaine durant toutes les étapes du cycle de vie et défend des solutions qui affirment les valeurs de la vie pour résoudre les problèmes du monde.

Objectifs et mission

La principale mission de l'organisation consiste à promouvoir la Déclaration universelle des droits de l'homme. Elle est axée en particulier sur la protection du droit à la vie des enfants. L'organisation préconise le respect systématique de la vie de tous les enfants, tant ceux qui sont nés que ceux qui sont dans l'utérus. En outre, l'organisation fait campagne pour un développement harmonieux de l'enfant et pour

une coopération internationale en vue de l'amélioration des conditions de vie des enfants dans les pays en développement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Priests for Life promeut les activités de l'Organisation des Nations Unies et contribue à sensibiliser le public à son œuvre par l'intermédiaire de son site Web, de Facebook, de Twitter et d'autres médias sociaux. Les programmes diffusés sur ces sites sont une occasion de faire connaître le travail de l'organisation à des internautes à travers le monde, y compris à des psychologues cliniciens, à des responsables de groupes de défense des droits civils, à des médecins, à des démographes et à des chefs religieux.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Pendant la période considérée, l'organisation a participé à chacune des quatre sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme, de la Commission du développement social et de la Commission de la population et du développement. Elle a présenté des déclarations écrites sur des questions critiques qui ont une incidence sur la vie des femmes à travers le monde.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec diverses entités des Nations Unies en distribuant des documents concernant notamment la Commission de la condition de la femme, la Commission du développement social et la Commission de la population et du développement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n^{os} 4 et 5 en faisant campagne pour la recherche de solutions qui protègent les valeurs de la vie face aux grossesses imprévues, pour sauver la vie des enfants dans l'utérus. Elle fait également campagne pour des lois et des politiques qui respectent la vie de tous les enfants et y sont attachées, en particulier des enfants les plus menacés de mort à cause de maladies traitables, de la faim et de l'avortement. Elle demande instamment l'accès aux soins prénatals importants et à la chirurgie intra-utérine d'urgence. Priests for life fait campagne pour l'accès aux soins obstétriques essentiels et à un accouchement assisté par du personnel qualifié pour toutes les femmes enceintes, ainsi que l'accès aux soins prénatals et postnatals, à la nutrition, à du sang sain pour les transfusions, aux antibiotiques et au transport dans les centres d'urgence lorsqu'il s'agit d'un accouchement difficile.

5. Program for Appropriate Technology in Health

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

Le Program for Appropriate Technology in Health est un acteur principal en matière de santé dans le monde. Il encourage l'innovation sur cinq plans : les vaccins, les médicaments, le diagnostic, les appareils, les systèmes et les services.

Objectifs et mission

L'organisation promeut l'équité en matière de santé et l'innovation pour améliorer la santé et sauver des vies.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation aide à faire avancer le programme de développement des Nations Unies en intervenant pour améliorer les conditions de vie des individus à travers le monde, en recherchant des solutions innovantes aux problèmes de santé mondiaux et en mettant en pratique ces solutions. En 2014, l'organisation a administré des vaccins vitaux, et des traitements à 160 millions de personnes dans 70 pays et leur a fait bénéficier de technologies médicales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions de l'Assemblée générale des Nations Unies et à l'Assemblée mondiale de la santé de l'Organisation mondiale de la Santé. Lors de l'Assemblée générale de 2014, elle a lancé son programme « Innovation Countdown 2030 initiative » afin de présenter des technologies et des interventions visant à accélérer les progrès dans la recherche de solutions aux besoins urgents en matière de santé. Elle a participé à la Réunion de haut niveau sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles pour examiner les structures de prestation de services tenue à New York les 19 et 20 septembre 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a sensibilisé les délégués participants aux négociations du Traité mondial sur le mercure organisées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Elle a coprésidé les sessions de la Commission des Nations Unies sur les produits d'importance vitale. Elle a organisé des ateliers portant sur le renforcement des capacités et la sensibilisation afin d'aider les partenaires locaux à identifier les lacunes en matière de politiques de santé génésique, maternelle, néonatale et infantile. Elle a également collaboré avec l'Organisation mondiale de la Santé dans le cadre du projet Optimize pour améliorer la chaîne d'approvisionnement des vaccins.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Concernant l'objectif du Millénaire pour le développement n° 1, l'organisation a veillé à ce que du riz enrichi soit largement disponible au Brésil. À l'appui de l'objectif n° 4, elle a facilité l'accès aux technologies, aux vaccins et aux services pour réduire la mortalité infantile. Elle a aidé le Chengdu Institute of Biological Products à respecter les normes réglementaires nécessaires pour vulgariser le vaccin contre l'encéphalite japonaise. S'agissant de l'objectif n° 5, l'organisation a promu l'utilisation de technologies peu onéreuses pour améliorer la santé maternelle et accroître l'accès aux technologies dans le domaine de la santé reproductive. À l'appui de l'objectif n° 6, elle a dirigé le programme ProVic en République démocratique du Congo dont l'objectif était de réduire la transmission du VIH/SIDA et de fournir des soins et des services intégrés en la matière en mobilisant des communautés. En 2014, elle a lancé un nouveau test de diagnostic de la cécité des rivières destiné à être utilisé dans les milieux défavorisés. Concernant l'objectif n° 8, elle a collaboré avec Serum Institute of India, un partenaire du secteur privé, pour mettre au point le vaccin MenAfriVac contre la méningite A qui se vend actuellement à 0,50 dollar des États-Unis d'Amérique la dose.

6. Public International Law and Policy Group

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

Public International Law and Policy Group œuvre dans les domaines de la consolidation de la paix et de la justice transitionnelle. L'organisation s'appuie sur le droit international public et l'ordre public international pour aider les entités étatiques et sous-étatiques à résoudre des conflits.

Objectifs et mission

Public International Law and Policy Group est un cabinet mondial d'avocats pro bono qui fournit une assistance juridique gratuite aux États et aux gouvernements prenant part à des pourparlers de paix et apporte son concours à la poursuite des responsables de crimes de guerre. L'organisation fournit des conseils en matière de formulation des politiques et une formation sur le règlement des conflits et la justice transitionnelle.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a fourni une assistance technique et juridique aux médiateurs de négociations mettant en présence les parties au conflit dans un certain nombre de pays. L'organisation a réuni toutes les parties prenantes aux réformes constitutionnelles et judiciaires en Libye; au Kenya, au Myanmar, en Ouganda et en Somalie, entre autres, pour s'assurer que ces réformes procèdent d'une démarche inclusive et coopérative. Dans ces pays, elle a organisé des séances de formation au profit des groupes favorables à la démocratie et leur a donné des conseils juridiques

sur le fédéralisme, la réforme judiciaire et la gestion de ressources naturelles. L'organisation s'est également employée à améliorer la surveillance du respect des droits de l'homme et à veiller à ce que les responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité répondent de leurs actes.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation participe régulièrement aux réunions du Conseil de sécurité à New York. Elle a assisté, en qualité de conseiller de ses clients, aux vingt-quatrième, vingt-sixième et vingt-septième sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève (Suisse) et en qualité d'observateur aux cinquième et sixième dialogues sur la responsabilité de protéger tenus à New York le 11 septembre 2013 et le 8 septembre 2014. L'organisation a également participé aux douzième et treizième sessions de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome, tenues du 20 au 28 novembre 2013 à La Haye (Pays-Bas) et du 8 au 17 décembre 2014 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a assumé les fonctions de conseiller technique auprès de la délégation de la Coalition de l'opposition syrienne dans le cadre du processus de paix de Genève II. En 2013, elle a collaboré avec le Département des affaires politiques pour aider le Ministère de l'administration locale du Yémen à mener la réforme de la décentralisation et de la gouvernance locale.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3 en encourageant ses clients à inclure les femmes dans leurs organes directeurs et à éliminer les restrictions à la participation des celles-ci à la politique. Elle a également formé des dirigeantes de la société civile pour leur permettre de contribuer aux processus politiques. S'agissant de l'objectif n° 8, elle a examiné la question du partage des ressources en eau entre l'Inde et le Pakistan ainsi que dans le bassin du Nil. L'organisation a travaillé avec le Soudan du Sud pour garantir l'accès de ce pays à ses réserves pétrolières et veiller à la construction d'un oléoduc.

7. Ramola Bhar Charitable Trust

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Ramola Bhar Charitable Trust a été établi pour créer une société vivable et garantir justice et égalité aux femmes et aux enfants. Un mouvement dénommé Stop Trafficking and Oppression of Children and Women a été lancé dans le cadre de ce fonds avec pour objectif d'assurer la récupération, le rapatriement et la survie des femmes et des enfants victimes de la traite des personnes.

Objectifs et mission

L'organisation éveille les consciences sur la question de la traite des personnes en mobilisant massivement les communautés et en y organisant des programmes de

prévention, en réhabilitant les survivants de la traite en leur apportant une aide médicale, en leur fournissant des conseils, de la nourriture, un logement, une éducation et une formation professionnelle et en apportant une aide judiciaire et une protection aux témoins afin de faire condamner les trafiquants devant les tribunaux.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Ramola Bhar Charitable Trust en sa qualité de membre du réseau international End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for Sexual Purposes (ECPAT) a apporté son appui à 30 organisations pour leur permettre de formuler une politique de protection de l'enfance et a adopté, en collaboration avec ECPAT, un cadre stratégique pour la période 2015-2018 visant à mettre un terme à l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé en tant qu'orateur à la Réunion de haut niveau sur le VIH/sida tenue à New York en juin 2011. Elle a présenté une déclaration intitulée « Key Development Considerations for India in alignment with the MDGs » à la cinquante-et-unième session de la Commission du développement social tenue à New York du 6 au 15 février 2013. Elle a participé à la cinquante-septième session de la Commission de la condition de la femme, tenue à New York, du 4 au 15 mars 2013. Elle a participé en tant qu'intervenant à la réunion consultative de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur la prévention de la traite des femmes et des filles, la responsabilité de l'État et l'action communautaire, tenue le 15 octobre 2014, à New Delhi.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation participe aux consultations organisées par ONU-Femmes, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Ramola Bhar Charitable Trust œuvre à l'amélioration de la santé maternelle par le biais de dispensaires ordinaires, d'ateliers sur la santé et de camps gynécologiques dans les communautés. Elle offre une formation professionnelle aux femmes en hôtellerie, en soins infirmiers; en couture et en soins de beauté. Elle dispose d'établissements d'enseignement qui proposent des cours de rattrapage gratuits. Elle offre des traitements médicaux gratuits dans les communautés et met à leur disposition le refuge Aashray Family Home du mouvement STOP.

8. Real Medicine Foundation

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Real Medicine Foundation a pour vision d'inscrire son action au-delà des programmes d'aide humanitaire classiques pour offrir des solutions durables en matière de santé et aux problèmes liés à la pauvreté.

Objectifs et mission

Real Medicine Foundation est convaincu que « la véritable » médecine s'intéresse à la personne dans son ensemble et va au-delà les soins médicaux et physiques pour offrir un accompagnement économique, social et émotionnel. En œuvrant à l'habilitation des gens et en leur apportant les ressources nécessaires, la fondation permet aux communautés de devenir fortes et autonomes.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Real Medicine Foundation met en œuvre un éventail de programmes qui portent sur la promotion des soins de santé primaires, l'éradication de la malnutrition, le VIH/sida, les problèmes des enfants, les réfugiés, le secours en cas de catastrophe, l'éducation, l'élimination de la pauvreté et la formation professionnelle.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé à des réunions du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés tenues à Kampala et aux réunions de groupements du Fonds international de secours à l'enfance des Nations Unies tenues à Juba.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a le statut de partenaire d'exécution auprès du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour lesquels elle a respectivement réalisé un projet sur la santé des réfugiés en Ouganda et un programme de sensibilisation sur la malnutrition et le traitement de cette condition au Soudan du Sud.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a contribué à la réalisation des objectifs suivants :

- Objectif n° 1 : l'organisation a offert des formations professionnelles en Ouganda et a mis en œuvre un programme de lutte contre la malnutrition en Inde et au Soudan du Sud;
- Objectif n° 2 : l'organisation a appuyé l'éducation primaire pour tous en Ouganda;

- Objectif n° 3 : elle a mis en œuvre le programme d'éducation des adolescentes et de sensibilisation sur des questions qui leur sont liées en Inde;
- Objectifs n°s 4 et 5 : elle a construit des dispensaires au Nigéria, en Ouganda, au Kenya, au Sri Lanka et au Pérou; elle a formé des infirmiers en soins de maternité respectueux au Soudan du Sud; et
- Objectif n° 6 : elle a offert un traitement contre le paludisme dans tous les dispensaires, elle a mené des activités visant à éduquer sur le VIH/sida et à traiter cette maladie.

9. Red Mujeres, Desarrollo, Justicia y Paz

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Basée au Mexique, Red Mujeres, Desarrollo, Justicia y Paz a été fondée pour remédier au manque d'égalité des sexes dans la société.

Objectifs et mission

L'organisation a pour but de développer chez les femmes des aptitudes humaines, sociales et productives et de les aider à atteindre l'autonomie financière, de rechercher la justice sociale par des campagnes de défense des droits de l'homme et de prévenir la violence contre les femmes, et d'encourager les femmes à occuper des postes de direction.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Prière de se reporter à la section sur les objectifs du Millénaire pour le développement ci-dessous.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Red Mujeres, Desarrollo, Justicia y Paz a participé aux réunions suivantes :

- Les cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues à New York du 25 février au 7 mars 2012, du 4 au 15 mars 2013 et du 10 au 21 mars 2014, respectivement; l'organisation a coordonné des manifestations parallèles lors des cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme;
- Les quarante-cinquième et quarante-septième sessions de la Commission de la population et du développement, tenues à New York du 23 au 27 avril 2012 et du 7 au 11 avril 2014; elle y a présenté des déclarations lors de ces deux réunions;

- La Conférence mondiale de la jeunesse, tenue au Sri Lanka, du 5 au 10 mai 2014, sur la prise en compte des jeunes dans le programme de développement pour l'après-2015;
- Le Débat de haut niveau du Conseil économique et social, tenu à New York, le 4 juillet 2014, au cours duquel l'organisation a présenté une déclaration écrite.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Red Mujeres, Desarrollo, Justicia y Paz a mis en œuvre plusieurs projets en vue de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n^{os} 3 et 5, à savoir le projet « L'Autonomisation économique des femmes rurales » visant à améliorer l'accès des femmes rurales aux services financiers et à développer leurs compétences financières et d'entrepreneuriat, le projet « L'équité en tant que mécanisme d'établissement de relations non violentes basées sur la démocratie et l'égalité » et le projet « Améliorer la santé des femmes, la situation de leurs familles et de leurs communautés ». Le Réseau a organisé des séminaires, des ateliers, des réunions et des congrès nationaux sur des thèmes relatifs aux objectifs du Millénaire pour le développement n^{os} 1 et 3. Il s'agit notamment d'une réunion organisée sous le thème « L'Autonomisation des femmes rurales et leur rôle vis-à-vis de la pauvreté et de l'élimination de la faim », d'un congrès national visant à faciliter l'analyse collective de la place des femmes rurales dans les objectifs du Millénaire pour le développement et à élaborer un manifeste en vue de l'élaboration du Programme de développement pour l'après-2015, et d'une réunion pour promouvoir les coopératives en tant que mécanisme facilitant l'accès à l'appui financier.

10. Red Venezolana de Organizaciones para el Desarrollo Social

Statut consultatif spécial : 2008

Introduction

Red Venezolana de Organizaciones para el Desarrollo Social compte 79 organisations de développement social qui lui sont affiliées en République bolivarienne du Venezuela et chacune d'elles propose des programmes de développement social et humain différents.

Objectifs et mission

Red Venezolana de Organizaciones para el Desarrollo Social a pour principal objectif de promouvoir et de faciliter la communication, les relations et la coopération entre les organisations de développement social et d'autres acteurs comme l'État, le secteur privé et les institutions universitaires.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

Red Venezolana de Organizaciones para el Desarrollo a accueilli plusieurs événements à Caracas, notamment :

- Une conférence du Programme des Nations Unies pour le développement au Venezuela et l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, tenus le 9 janvier 2011;
- Une réunion sur le thème « l'Indice de développement humain au-delà de 2015 » organisée par le PNUD le 3 octobre 2012;
- L'initiative du Représentant spécial du Secrétaire général sur « l'utilisation de la technologie pour mettre au point une plate-forme Web dédiée à la lutte contre la violence à l'égard des enfants avec la participation de ces derniers », qui s'est déroulée le 7 mai 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Red Venezolana de Organizaciones para el Desarrollo a participé au deuxième séminaire régional de l'Alliance entre les secteurs public et privé en matière de gestion des risques liés aux catastrophes : continuité de l'État, continuité des opérations et interventions en cas de catastrophe, organisé par le Système économique latino-américain et caribéen et le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe, à Carthagène, en Colombie, les 2 et 3 août 2013. Elle a également participé à la soixante-huitième session de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le Programme de développement pour l'après-2015 tenue à New York du 20 au 25 septembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pendant la période considérée dans le rapport, Red Venezolana de Organizaciones para el Desarrollo a tenu 40 réunions au cours desquelles elle a fourni des informations sur des sujets tels que la viabilité environnementale, la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), l'examen périodique universel du Venezuela, la violence en milieu scolaire, les grossesses chez les adolescentes, la violence à l'égard des femmes le développement humain durable. Pendant cette même période, l'organisation a publié 1 367 nouveaux articles sur le développement humain durable et 886 autres sur les objectifs du Millénaire pour le développement.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

REDSOC a participé aux événements suivants pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement :

- La campagne « One billion rising » organisée à Caracas au Venezuela le 14 février 2013 par l'Association vénézuélienne des femmes à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes;
- Les consultations nationales sur la campagne « Beyond 2015 » et en particulier sur les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au Venezuela et sur le cadre de développement pour l'après-2015, tenues au Venezuela, en juillet 2013.

11. Redress Trust

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Redress Trust (REDRESS) est une organisation basée au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Objectifs et mission

REDRESS s'efforce de combattre la torture, d'aider les survivants à chercher réparation en justice pour le préjudice subi, de plaider en faveur des lois plus énergiques et des institutions plus fortes, de promouvoir les normes internationalement acceptées de protection, de participation et de réparation, et d'apporter une assistance aux survivants dans les situations d'après conflit.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

REDRESS a collaboré avec un grand nombre de groupes de la société civile et d'États parties à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants pour améliorer l'application de cet instrument en renforçant les capacités des acteurs locaux à enquêter sur les cas de tortures conformément au Protocole d'Istanbul. REDRESS a également appuyé les efforts du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), ainsi que les indicateurs de l'état de droit des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

REDRESS a participé aux réunions organisées dans le cadre des activités du Conseil des droits de l'homme à Genève, et à celles des organes des traités des droits de l'homme, des experts thématiques et des spécialistes de pays. Elle a en particulier participé :

- À la commémoration de l'anniversaire du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires en mai 2012;
- Au dialogue sur le rapport du Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition tenu en septembre 2012; et
- Aux sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en février 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Pendant la période considérée dans le rapport, REDRESS a soumis ce qui suit :

- Des rapports parallèles à des organes créés en vertu d'instruments internationaux tels que le Comité contre la torture et le Comité des droits de l'homme;
- Des informations à des rapporteurs spéciaux thématiques;
- Des informations écrites lors des séances d'information et des manifestations parallèles tenues dans le cadre des réunions avec le Conseil des droits de l'homme;
- Des informations dans le cadre de l'examen périodique universel; et
- Une contribution détaillée dans le cadre de l'adoption, par le Comité contre la torture, de l'observation générale sur l'article 14 de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Pour favoriser la réalisation de l'objectif du Millénaire pour le développement n° 3, REDRESS s'est associée à des partenaires locaux pour attirer l'attention sur les difficultés particulières que rencontrent les femmes et les filles pour jouir de leur droit à la justice et à la réparation, et a recommandé des actions directes pour encourager l'accès des femmes et des filles à la justice aux niveaux national, régional et international.

12. RESO-Femmes

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Reso-Femmes a pour but de promouvoir la participation politique et citoyenne des femmes du Mali et du Burkina Faso, et d'encadrer leur activité sociale et économique à travers des formations axées sur leur autonomisation et le genre.

Objectifs

Reso-Femmes offre une formation performante de leaders intermédiaires et médiateurs capables d'assurer la sécurité locale, de garantir le dialogue et la stabilité des pays fragiles, et de prévenir et d'anticiper des risques environnementaux et sécuritaires.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'ONG a intégré les approches politico-juridiques adoptées par le Conseil économique et social et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et

l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), et les a relié dès 2012 à l'approche pluridimensionnelle de développement durable (Déclaration de Rio, 2012).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé entre autres à toutes les sessions de la Commission sur la condition de la femme, New York, et à la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20), 20-22 juin 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Dès 2011, plusieurs programmes ont permis de contribuer aux travaux de l'ONU en initiant une structure de formation et d'organisation intégrant d'autres groupes d'acteurs tels que ONU-Femmes, le Conseil économique et social (ECOSOC), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR), l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Bureau international du Travail (BIT), et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science, et la culture (UNESCO) dans sa réflexion sur la santé alimentaire, les droits fondamentaux des populations, l'équité d'accès aux ressources, l'égalité des compétences, et le travail décent, entre autres.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'ONG a pris en compte les objectifs du Millénaire pour le développement n^{os} 1, 3, 7 et 8 dans ses activités. Elle a entre autres formé 40 leaders garantes de services de base aux populations à Mopti, Mali; et 40 leaders formatrices et ambassadrices des-droits de l'homme à Ouagadougou, Burkina Faso.

13. Restoration World Outreach Ministries

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Restoration World Outreach Ministries est une organisation confessionnelle à but non lucratif dont le siège est situé en Floride, aux États-Unis d'Amérique. L'organisation estime qu'il est nécessaire d'édifier la communauté chrétienne, de régénérer l'esprit des gens et de se restaurer spirituellement, physiquement et mentalement.

Objectifs et mission

L'objectif de l'organisation est de ramener l'ordre dans la communauté chrétienne et dans la communauté des nations en trouvant des solutions aux problèmes économiques et sociaux mondiaux et en ralliant des âmes au Christ.

Changements à signaler

En 2014, Restoration World Outreach Ministries a élaboré une politique humanitaire.

Contribution à des activités des Nations Unies

Restoration World Outreach Ministries s'est efforcé d'améliorer les conditions de vie des pauvres et des groupes vulnérables en mettant l'accent sur leur développement économique et social durable, de fournir des conseils financiers, et d'offrir des programmes d'alphabétisation, d'éducation et la formation professionnelle, d'apporter un soutien aux victimes de la traite des êtres humains, et de diffuser un grand nombre de publications sur le développement durable, la pauvreté, l'éducation, la famille et la protection des droits de l'homme.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a notamment assisté aux réunions suivantes :

- La cinquantième session de la Commission du développement social tenue à New York du 1^{er} au 10 février 2012;
- Les quarante-cinquième et quarante-sixième sessions de la Commission de la population et du développement, tenues à New York, du 23 au 27 avril 2012 et du 22 au 26 avril 2013, respectivement;
- Les cinquante-cinquième, cinquante-sixième et cinquante-septième sessions de la Commission de la condition de la femme tenues à New York du 22 février au 4 mars 2011, du 27 février au 9 mars 2012 et du 4 au 15 mars 2013; et
- La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012; l'organisation y a présenté une déclaration sur le développement durable pour lutter contre la pauvreté.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En 2014, Restoration World Outreach Ministries a pris contact avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation mondiale de la Santé, entre autres, pour explorer les possibilités de coopération.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Restoration World Outreach Ministries a mené des activités qui contribuent à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement n^{os} 1, 2, 3, 5, 6, et 7 en Colombie, en Jamaïque, au Kenya et aux États-Unis d'Amérique en organisant des séminaires d'éducation sur la santé communautaire; en distribuant des repas, en offrant des vêtements et des fournitures médicales, et en contribuant à l'autonomisation des femmes et à l'amélioration de la santé maternelle. Pour favoriser la réalisation de l'objectif n^o 7, l'organisation a dispensé des cours sur l'élimination des déchets et l'exploitation durable des ressources naturelles dans des communautés rurales en Colombie.

14. Rural Community Development Programme

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Rural Community Development Programme est une organisation non gouvernementale basée à Chitral, au Pakistan, qui est au service des couches marginalisées de la société, renforce les capacités des organisations partenaires, offre des programmes d'enseignement et sensibilise l'opinion publique.

Objectifs et mission

L'organisation a pour objectif d'œuvrer à l'avènement d'une société qui garantit une distribution juste et équitable des fruits du développement. À cet effet, elle mène des activités visant à autonomiser des femmes et des groupes de personnes à faible revenu, à accroître la transparence des prestations de services, à améliorer l'accès à l'éducation et aux soins de santé de base, et à promouvoir le respect des droits de l'homme et la préservation de la culture autochtone.

Changements à signaler

Pendant la période considérée, l'organisation a reçu un important financement de l'Agence des États-Unis pour le développement international qui a permis de construire des microcentrales hydrauliques de 500 KW à Ramboor, au Pakistan où vit la population autochtone.

Contribution à des activités des Nations Unies

En 2011, Rural Community Development Programme a organisé quatre séminaires sur la Déclaration universelle des droits de l'homme à l'intention des services de maintien de l'ordre et du personnel de l'État ainsi qu'un séminaire d'information des membres de la société civile sur les objectifs du Millénaire pour le développement. En 2012, elle a formé un réseau d'avocats pour leur permettre d'apporter une aide judiciaire aux victimes, aux femmes et aux mineurs. Toujours en 2012, elle a construit une centrale hydroélectrique de 250 KW à Rumboor qui a permis de desservir 500 ménages au Pakistan.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux sessions du Comité chargé des organisations non gouvernementales du Conseil économique et social, tenues à New York et aux onzième et douzième sessions de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, tenues à New York en 2012 et en 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a, entre autres, pris les initiatives suivantes pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) :

- OMD n° 2 : la création d'un système d'éducation informel comprenant 103 écoles primaires informelles avec un effectif de 4.500 enfants vivant dans l'extrême pauvreté et l'organisation de séminaires et d'ateliers pour sensibiliser le public chaque année à l'occasion de la Journée mondiale de l'alphabétisation.
- OMD n°s 4 et 5 : l'ouverture de camps médicaux gratuits pour les mères et les enfants dans des zones reculées et l'organisation, chaque année, de marches de sensibilisation à l'occasion de la Journée internationale de l'enfance et de la Journée internationale de la femme.
- OMD n° 3 : le renforcement des capacités de militantes des droits de l'homme qui œuvrent en faveur de l'autonomisation des femmes à Chitral au Pakistan et l'exécution du Programme de participation et de responsabilisation dont l'objectif était de donner les moyens aux femmes de siéger dans les organes locaux et de participer aux élections législatives.

15. Société roumaine indépendante pour les droits de l'homme

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

La Société roumaine indépendante pour les droits de l'homme a été créée en 1990 à l'initiative d'un groupe de bénévoles.

Objectifs et mission

L'objectif de la Société est de protéger les droits accordés par la loi et de promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Changements à signaler

Lors de la réunion extraordinaire de son Assemblée générale tenue le 15 octobre 2012, l'organisation a modifié ses statuts et les a complétés par un additif.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Société roumaine indépendante pour les droits de l'homme a participé au second cycle de l'examen périodique universel de la Roumanie le 22 janvier 2013. En 2012, elle a coopéré avec l'Ambassade britannique dans le cadre de l'initiative « The Care and Justice » lancée par cette dernière qui a réuni des décideurs autour du thème du rôle dévolu par la Constitution à la société civile dans les partenariats publics-privés.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Société roumaine indépendante pour les droits de l'homme a participé à la soixante-quatrième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, tenue à Bonn, en Allemagne du 3 au 5 septembre 2011. Elle a également coorganisé une réunion avec le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, à Bucarest, le 12 mai 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation a signalé la possibilité d'une expulsion de demandeurs d'asile au Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le 10 décembre 2011. Elle a lancé un appel urgent au Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression le 13 octobre 2014. En outre, suite au questionnaire du Rapporteur spécial sur les droits à la liberté d'expression artistique, la société a mis sur pied un groupe de travail des professionnels des arts du spectacle.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation s'est intéressée à l'alphabétisation des jeunes Roms et a défendu la cause des détenus souffrant du VIH/sida, de la tuberculose et de l'hépatite C devant les tribunaux nationaux et la Cour européenne des droits de l'homme.
